Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

L’avenir de la Libye s’annonce sombre et les médias s’intéressent à autre chose

Deux ans après l’intervention de l’OTAN, les milices continuent à semer la terreur dans le pays.

Par Patrick Cockburn
Mondialisation.ca, 15 avril 2013
The Independant

Région : Moyen-Orient et Afrique du Nord
Thème: Désinformation médiatique, Guerre USA OTAN
Analyses: LE MAGHREB

Le second anniversaire de l’intervention de l’OTAN aux côtés des rebelles libyens contre Mouammar Kadhafi n’a quasiment pas été mentionné par les gouvernements et les médias étrangers qui s’inquiétaient tant pour la sécurité et les droits humains du peuple libyen en 2011. Cela ne devrait pas nous surprendre parce que la Libye actuelle est de toute évidence en train de se désagréger et que les Libyens sont devenus les proies des miliciens qui affirmaient autrefois vouloir les protéger.

Quelques uns des évènements qui ont eu lieu en Libye au cours des dernières semaines donnent un aperçu de la situation et valent d’autant plus la peine d’être mentionnés que la presse étrangère, qui autrefois s’entassait dans les hôtels de Benghazi et Tripoli, ne s’y intéresse pas. Par exemple, dimanche dernier, le secrétaire général du premier ministre Ali Zeidan a disparu de la capitale et semble avoir été enlevé. Il se peut que ce soit une mesure de rétorsion parce que les ministres ont dit que les milices agissaient en toute impunité. Le même jour, une milice a envahi le ministère de la justice pour exiger la démission du ministre après qu’il l’ait accusée de tenir une prison illégale.

La situation empire au lieu de s’améliorer. Le 5 mars, le parlement libyen s’est réuni pour décider si les Libyens qui avaient eu des fonctions officielles pendant les 42 ans de pouvoir de Kadhafi devaient être relevés de leurs fonctions. Cela inclurait même les dissidents de longue date qui ont joué un rôle de premier plan dans l’insurrection contre Kadhafi mais qui ont été ministres des dizaines d’années auparavant sous l’ancien régime. Les protestataires en faveur de cette purge étaient si menaçants que les membres du parlement ont été contraints de se réfugier dans les bureaux du service météorologique à l’extérieur de Tripoli où ils ont été attaqués par des hommes armés qui ont envahi le bâtiment déserté par la police. Des parlementaires ont été retenus en otage pendant 12 heures et d’autres ont bravé les balles pour s’enfuir.

Aux abords de Tripoli, la loi des milices est encore plus totale. Le reste du monde ne s’y intéresse que lorsqu’il y a des violences spectaculaires comme l’assassinat à Benghazi en septembre dernier de l’ambassadeur étasunien Chris Stevens par des milices djihadistes. Et si cet événement d’une violence extrême a reçu une telle couverture des médias étrangers, c’est pour la seule et unique raison que le parti républicain en a fait un cheval de bataille politique aux Etats-Unis. Mais l’ambassadeur et ses gardes ne sont pas les seuls étrangers à

avoir été assassinés à Benghazi depuis le renversement de Kadhafi. Une association des droits de l'homme égyptienne a annoncé le mois dernier qu'un copte égyptien nommé Ezzat Hakim Attalah avait été torturé à mort dans la ville après avoir été détenu avec 48 autres commerçants dans le marché municipal de Benghazi.

Les organisations des droits humains décrivent la situation en Libye avec plus de sérieux et d'impartialité que les médias internationaux, à part quelques honorables exceptions. Comme c'est sa tradition, Human Rights Watch, qui est basé à New York, a diffusé le mois dernier un rapport documentant le nettoyage ethnique de la ville de Tawergha où 40 000 personnes ont été forcées de quitter leur maison et « ont été détenues arbitrairement, torturées et assassinées ». La forte population noire de la ville a été accusée d'avoir soutenu Kadhafi par les milices de Misrata. Human Rights Watch a utilisé des images satellites pour montrer que la destruction de Tawergha a eu lieu principalement après la guerre de 2011 au cours de laquelle 1370 sites avaient été détruits ou endommagés. Fred Abrahams, un conseiller spécial de Human Rights Watch, a déclaré que les images par satellite confirment que « le pillage, les incendies, et les destructions systématiques étaient organisés et avaient pour but d'empêcher les habitants de revenir ».

Le manque d'intérêt de la presse internationale offre un contraste flagrant avec sa couverture de la Libye pendant la guerre. Au printemps 2011, je faisais un reportage sur les combats autour de la ville de Ajdabiya au sud de Benghazi. Il y avait une ambiance de guerre bidon que ne reflétaient pas les reportages enthousiastes. A l'entrée sud de Ajdabiya, je me souviens avoir regardé avec amusement les équipes de télévision se positionner de telle sorte qu'on ne puisse pas se rendre compte qu'il y avait plus de journalistes que d'insurgés.

Je n'ai jamais vu de positions rebelles ni même de barrages rebelles sur les routes entre Ajdabiya et Benghazi, deux villes qui étaient dépendantes des frappes de l'OTAN pour leur défense. C'était certainement des unités rebelles braves et dévouées, comme l'ont dit les journalistes, mais les insurgés auraient été rapidement battus sans le soutien de l'OTAN.

Le fait que Kadhafi ait été renversé principalement par des forces étrangères a de grandes conséquences pour la Libye d'aujourd'hui. Cela explique que les insurgés, tout en croyant et affirmant que la victoire était leur oeuvre, se soient révélés trop faibles pour mettre en place quelque chose à la place de la version de nationalisme arabe de Kadhafi. Sans ce nationalisme arabe, il n'y a pas grand chose pour contrebalancer le fondamentalisme islamique ou le tribalisme.

Est-ce que cela a de l'importance ? Peut-être pas, car le nationalisme libyen a été discrédité aux yeux de beaucoup de Libyens par l'usage qu'en ont fait Kadhafi et sa famille.

La situation catastrophique qui est celle de l'Irak depuis 2003 se propage, sous des formes différentes, à d'autres pays arabes. Ils se rendent compte, comme les Irakiens, qu'il n'est pas possible de passer à un fonctionnement démocratique tant que les principales forces politiques ne sont pas d'accord sur les règles qui déterminent l'attribution du pouvoir.

L'auto-détermination nationale devrait être au coeur de tout nouvel ordre. Mais le problème des révoltes du printemps arabe, c'est qu'elles ont toutes été fortement dépendantes du soutien extérieur. Or, comme le montre ce qui arrive en Irak et en Libye, l'intervention étrangère est toujours intéressée. Les révolutionnaires de tous les pays recherchent l'aide étrangère, mais pour assurer le succès de leur entreprise sur le long terme, ils doivent y

renoncer très vite. Et ils doivent construire un état de droit parce que, sinon, de nouveaux dictateurs s'imposeront.

Patrick Cockburn



Patrick Cockburn est l'auteur de *Muqtada : Muqtada Al-Sadr, the Shia Revival, and the Struggle for Iraq*

7 avril 2014 – The Independent – Pour consulter l'original :

http://www.independent.co.uk/voices...

Traduction : Info-Palestine.eu – Dominique Muselet

La source originale de cet article est The Independant
Copyright © Patrick Cockburn, The Independant, 2013

Articles Par : Patrick Cockburn

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca